



Assemblée générale

Distr. générale
17 juin 2015

Original: français

Conseil des droits de l'homme

Vingt-neuvième session

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Guinée

Additif

Observations sur les conclusions et/ou recommandations,
engagements et réponses de l'État examiné

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.



Tableau des réponses de la République de Guinée aux 194 recommandations de l'EPU

| N° | <i>Position de la Guinée</i> |
|--------|--|
| 118.1 | <p>Acceptée</p> <p>La Guinée entend poursuivre le renforcement des droits de l'Homme notamment en signant et ratifiant de nouveaux instruments de protection des droits fondamentaux. A ce titre elle envisage ratifier très prochainement les protocoles facultatifs se rapportant au pacte international relatif aux droits économique sociaux et culturels, celui relatif à la CEDEF, ainsi que l'accord sur les privilèges et immunités de la cour pénale internationale.</p> |
| 118.2 | <p>Acceptée</p> <p>Voir 118.1</p> |
| 118.3 | <p>Acceptée</p> <p>Voir 118.1</p> |
| 118.4 | <p>Notée</p> <p>La Guinée observe un moratoire de fait sur l'exécution de la peine de mort, depuis 2004 même si elle est prévue dans le code actuel. L'observation de ce moratoire dénote de la volonté du gouvernement à travailler pour l'abolition de la peine de mort.</p> <p>Il convient de rappeler d'ailleurs que dans le cadre des reformes en cour notamment celle du code pénal une proposition de suppression de la peine de mort est déjà faite.</p> |
| 118.5 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.6 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.7 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.8 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.9 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.10 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.11 | <p>Notée</p> <p>Voir 118.4</p> |
| 118.12 | <p>Acceptée</p> <p>Voir 118.1</p> |
| 118.13 | <p>Acceptée</p> <p>Voir 118.1</p> |
| 118.14 | <p>Acceptée</p> <p>Voir 118.1</p> |

- 118.15 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.16 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.17 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.18 **Acceptée**
Le gouvernement guinéen à travers le Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques est déjà dans une dynamique de création d'un Observatoire National sur la Torture dont la présidence reviendra à la société Civile.
Aussi, le récent passage de la Guinée devant comité contre la torture, après 25 ans d'absence, est la preuve de la volonté du gouvernement de poursuivre la lutte contre ces pratiques inacceptables et injustifiables.
- 118.19 **Acceptée**
Voir 118.18
- 118.20 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.21 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.22 **Acceptée**
Le gouvernement guinéen est conscient du silence de la loi actuelle sur la notion de torture. Pour ce faire le processus de révision du code pénal en cours répond à cette préoccupation à travers l'incrimination express de la torture sous toutes ses formes et ce conformément aux dispositions de la convention contre la torture.
- 118.23 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.24 **Acceptée**
Voir 118.4
- 118.25 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.26 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.27 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.28 **Acceptée**
Voir 118.1
- 118.29 **Acceptée**
Voir 118.1
Le Gouvernement entend poursuivre le processus de ratification du protocole facultatif à la CEDAW.
Il est à noter l'existence d'un certain nombre de cadre de concertation entre l'Etat et les

organisations de la société civile pour une meilleure coordination entre les acteurs impliqués dans la défense des droits des femmes.

118.30 **Acceptée**
Voir 118.29

118.31 **Acceptée**
La Guinée entend signer la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. D'ailleurs certaines dispositions du code de procédure pénal vont dans le sens de la dite convention. Ces dispositions évoquent les conditions des arrestations et déclinent les garanties de sureté en la matière.

118.32 **Acceptée**
Voir 118.31

118.33 **Acceptée**
La Guinée a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés depuis le 10 décembre 2001. Le processus de ratification de ce traité doit s'achever avec la transmission à l'ONU, dans les mois à venir, de la Déclaration contraignante du Gouvernement guinéen.

118.34 **Acceptée**
Voir 118.33

118.35 **Acceptée**
Voir 118.1

118.36 **Acceptée**
La Guinée a ratifié la convention portant statut de la Cour Pénale Internationale le 14 juillet 2003.
L'obligation générale de coopérations, inscrite dans le chapitre IX du statut de Rome est assurée; en témoignent les nombreux séjours de travail du bureau du procureur de la Cour Pénale Internationale en guinée dans le cadre de l'enquête sur les dossiers du 28 septembre.
Le gouvernement reste engagé à tout mettre en oeuvre pour que toute la lumière soit faite sur les odieux crimes commis le 28 septembre.

118.37 **Acceptée**
Voir 118.1

118.38 **Acceptée**
Voir 118.18

118.39 **Acceptée**
La Guinée est engagée à tout mettre en oeuvre aussi bien sur le plan éducatif, normatif qu'institutionnel pour donner aux principes d'égalité du genre tout son sens et toute son effectivité.
Ainsi, le Gouvernement de La Guinée reste très préoccupé par la question de la violence faite aux femmes.

118.40 **Acceptée**
Voir 118.39

118.41 **Acceptée**

- Voir 118.39
- 118.42 **Acceptée**
Voir 118.4
- 118.43 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.44 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.45 **Acceptée**
L'INIDH a été mise en place au cours du premier trimestre de 2015. Elle bénéficiera de tout l'appui nécessaire de la part du gouvernement et de ses différents partenaires techniques et financiers afin qu'elle soit opérationnelle et efficace.
Le gouvernement mettra tout en oeuvre pour que cette institution soit réellement conforme aux principes de Paris.
- 118.46 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.47 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.48 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.49 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.50 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.51 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.52 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.53 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.54 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.55 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.56 **Acceptée**
Voir 118.45
- 118.57 **Acceptée**
La Guinée est consciente de la nécessité de renforcer ses institutions pour inscrire le pays dans une véritable dynamique de promotion et de protection des droits humains. A travers un système démocratique viable et fonctionnel.

- 118.58 **Acceptée**
La Guinée s'engage à réviser et consolider le plan d'action national des droits de l'enfant.
- 118.59 **Acceptée**
La Promotion de l'égalité dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi des femmes et des filles constitue une des priorités du gouvernement de la Guinée.
Dans ce cadre de nombreux programmes et projets sont initiés par le gouvernement en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers notamment ceux pour la scolarisation et le maintien de la jeune fille.
Toute fois le gouvernement reste conscient des nombreux défis à relever dans le domaine de la promotion de l'égalité en Guinée.
- 118.60 **Acceptée**
La Guinée reconnaît faire face à des difficultés concernant la protection et le soutien aux victimes ainsi qu'aux témoins.
Cependant, elle reste engagée à mettre en place un mécanisme efficace et cohérent dans ce sens.
- 118.61 **Acceptée**
La Guinée s'engage à poursuivre l'élaboration des programmes visant à renforcer l'architecture nationale des droits de l'homme.
- 118.62 **Acceptée**
La Guinée reconnaît de sérieuses difficultés pour le lancement effectif du processus de réconciliation nationale.
Cependant, les consultations pour la démarche à adopter ont été lancées sur l'ensemble du territoire national.
Le gouvernement est engagé à poursuivre ses efforts pour la finalisation et la réussite de ce processus.
- 118.63 **Acceptée**
Voir 118.58
- 118.64 **Acceptée**
Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, poursuit ses efforts de développement socio-économique du pays avec un accent particulier sur la mise en œuvre de ses engagements pris au niveau régional et international en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.
- 118.65 **Acceptée**
La Guinée est consciente des retards qu'elle accuse dans la soumission des rapports dus aux organes des traités. Pour y faire face elle a mis en place en avril 2014 le Comité Interministériel qui aura pour charge la rédaction des rapports.
- 118.66 **Acceptée**
Voir 118.65
- 118.67 **Acceptée**
Voir 118.65
- 118.68 **Acceptée**
Voir 118.45

- 118.69 **Acceptée**
La Guinée est ouverte à la coopération avec les procédures spéciales en accédant favorablement à la demande de visite pays de tous les détenteurs de mandat qui en ont exprimé le besoin notamment le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, la justice, la réparation et des garanties de non-répétition.
- 118.70 **Acceptée**
Voir 118.69
- 118.71 **Acceptée**
Voir 118.69
- 118.72 **Acceptée**
Voir 118.69
- 118.73 **Acceptée**
Voir 118.64
- 118.74 **Acceptée**
Voir 118.64
- 118.75 **Acceptée**
Depuis l'apparition de la fièvre hémorragique à virus Ebola, La Guinée a bénéficié d'un soutien inconditionnel de la communauté internationale.
La Guinée entend poursuivre cette collaboration en vue d'éradiquer cette maladie dans la sous région.
- 118.76 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.77 **Acceptée**
L'apparition de la fièvre hémorragique à virus Ebola a ralenti les efforts de croissance. Pour y faire face la Guinée s'est dotée d'un plan de relance post ebola.
- 118.78 **Acceptée**
La Guinée a initié avec l'appui de l'UNICEF un processus de modernisation de l'état civil visant à faciliter l'enregistrement gratuit des naissances et à les centraliser.
- 118.79 **Acceptée**
Voir 118.78
- 118.80 **Acceptée**
Voir 118.78
- 118.81 **Acceptée**
Voir 118.78
- 118.82 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.83 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.84 **Acceptée**
Voir 118.39

- 118.85 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.86 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.87 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.88 **Notée**
Bien que réprimée dans le Code Pénal, cette disposition n'a jamais été appliquée en Guinée. Ces personnes jouissent ainsi d'une reconnaissance tacite de leurs droits. Il est évident cependant, qu'il incombe au gouvernement de veiller à la jouissance de leurs droits et libertés.
Par ailleurs, au regard des mentalités actuelles des populations, le Gouvernement estime que l'ouverture d'un débat sur cette question serait beaucoup plus risquée pour ces personnes.
Il reste entendu que Gouvernement doit tout faire pour encore protéger ces personnes mais aussi dépénaliser ces choix de vie.
- 118.89 **Notée**
Voir 118.88
- 118.90 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.91 **Notée**
Voir 118.4
- 118.92 **Notée**
Voir 118.4
- 118.93 **Notée**
Voir 118.4
- 118.94 **Notée**
Voir 118.4
- 118.95 **Acceptée**
La Guinée reconnaît la nécessité d'accélérer les enquêtes relatives aux actes de torture et autres traitements dégradants. Elle réaffirme sa détermination à lutter contre la torture et les détentions illégales par l'aggravation des sanctions dans le cadre de la révision du code pénal mais surtout en donnant des suites judiciaires à toutes les accusations de violations des droits de l'homme impliquant les forces de défense et de sécurité.
- 118.96 **Acceptée**
Voir 118.95
- 118.97 **Acceptée**
Voir 118.95
- 118.98 **Acceptée**
La Guinée reconnaît la nécessité de former les agents chargés de l'application des lois sur les normes et standards des droits de l'homme.

- 118.99 **Acceptée**
Voir 118.98
- 118.100 **Acceptée**
Voir 118.98
- 118.101 **Acceptée**
Voir 118.98
- 118.102 **Acceptée**
Voir 118.95
- 118.103 **Acceptée**
Voir 118.98
- 118.104 **Acceptée**
Voir 118.95
- 118.105 **Acceptée**
De nombreux progrès restent à faire dans le cadre de l'amélioration des conditions de détention en Guinée.
- Lancement des travaux de construction d'une nouvelle prison**
Défis importants restent à relever pour être conforme aux standards internationaux.
- 118.106 **Acceptée**
Voir 118.105
- 118.107 **Acceptée**
Préoccupation majeure
La Guinée entend redoubler d'efforts pour éradiquer le phénomène des violences contre les femmes, sous toutes ses formes. Notamment à travers des réformes juridiques, la sensibilisation ainsi que la sanction.
- 118.108 **Acceptée**
Voir 118.107
- 118.109 **Acceptée**
Voir 118.107
- 118.110 **Acceptée**
La Guinée reconnaît cette problématique ainsi que les dangers qui y sont liés. Elle entend prendre des mesures appropriées pour lutter contre ces pratiques (réformes juridiques, éducation, sensibilisation et sanction).
- 118.111 **Acceptée**
Voir 118.110
- 118.112 **Acceptée**
La Guinée est consciente de la nécessité d'associer l'ensemble des acteurs de la société guinéenne en vue de lutter contre tous les facteurs socioculturels qui pèsent encore sur le développement de la société guinéenne.
- 118.113 **Acceptée**

- Voir 118.107
- 118.114 **Acceptée**
Voir 118.107
- 118.115 **Acceptée**
La Guinée considère les MGF comme une violation grave du droit des femmes et reconnaît l'ampleur et la nocivité du phénomène.
- 118.116 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.117 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.118 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.119 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.120 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.121 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.122 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.123 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.124 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.125 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.126 **Acceptée**
Voir 118.107 et 118.115
- 118.127 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.128 **Acceptée**
Voir 118.107
- 118.129 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.130 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.131 **Acceptée**

- Voir 118.115
- 118.132 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.133 **Acceptée**
Voir 118.115
- 118.134 **Acceptée**
La Guinée s'engage à redoubler d'efforts pour enquêter et poursuivre les cas d'exploitations des enfants et des violences faites aux enfants.
- 118.135 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.136 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.137 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.138 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.139 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.140 **Acceptée**
La Guinée poursuivra ses efforts pour l'instauration d'un Etat de droit, de la bonne gouvernance et d'un environnement qui serait mieux respectueux des droits de l'homme.
- 118.141 **Acceptée**
La Guinée s'engage à prendre de nouvelles mesures pour traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme, en particulier ceux cités dans le rapport de la Commission d'enquête de l'ONU sur les crimes du 28 Septembre 2009.
- 118.142 **Acceptée**
Voir 118.141
- 118.143 **Acceptée**
La Guinée reconnaît ses difficultés dans ce domaine: reconnaît la nécessité de condamner les auteurs des crimes, rendre justice aux victimes, poursuivre les efforts pour un meilleur fonctionnement de la justice et de l'Etat de droit (Loi sur l'organisation judiciaire 02 Juin 2015.)
- 118.144 **Acceptée**
La Guinée a engagé de profondes reformes du secteur de la justice et de la sécurité. Des résultats encourageant ont été obtenus.
En décembre 2014, La Guinée a adopté sa Stratégie nationale d'actions prioritaires de la Réforme du secteur de la sécurité, qui permettra d'harmoniser les interventions et d'atteindre les objectifs escomptes à l'horizon 2021.
- 118.145 **Acceptée**
Préoccupation majeure

Quelques enquêtes ont été ouvertes par les autorités judiciaires autour de certains cas de violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité au cours de ces dernières années.

- Efforts insuffisants;
- détermination à renforcer, engagement à poursuivre.

118.146 **Acceptée**

Voir 118.145

118.147 **Acceptée**

Préoccupation majeure, défi important

Dans le cadre de ses efforts de réforme du secteur de la justice, La Guinée a procédé à la revue et à l'adoption en 2013 du Statut particulier des magistrats et a mis en place un nouveau Conseil supérieur de la magistrature en 2014. L'objectif de cette réforme étant de mettre l'ensemble des magistrats à l'abri du besoin et de renforcer leur indépendance vis-à-vis de l'Exécutif et des justiciables.

- Détermination à renforcer, efforts à poursuivre.

118.148 **Acceptée**

Voir 118.145

118.149 **Acceptée**

Voir 118.60 et 118.145

118.150 **Acceptée**

Voir 118.144

118.151 **Acceptée**

Voir 118.145

118.152 **Acceptée**

Voir 118.149

118.153 **Acceptée**

Voir 118.145

118.154 **Acceptée**

Voir 118.144

118.155 **Acceptée**

Voir 118.145

118.156 **Acceptée**

Voir 118.64

118.157 **Acceptée**

Voir 118.145

118.158 **Acceptée**

Voir 118.145

118.159 **Acceptée**

Voir 118.145

118.160 **Acceptée**

- Voir 118.145
- 118.161 **Acceptée**
Défi démocratique important
 Ces libertés sont garanties par les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la Guinée est partie, ainsi que les dispositions du titre II de la Constitution guinéenne.
 Le gouvernement s'engage à mettre tout en oeuvre pour poursuivre la consolidation et la garantie de ces libertés.
- 118.162 **Acceptée**
- Consciente de la pertinence de ces recommandations;
 - consciente de l'impératif d'organiser des élections libres et transparentes;
 - s'engage à tout mettre en oeuvre pour que celles -ci soient et demeurent libres et transparentes.
- 118.163 **Acceptée**
 Voir 118.161
- 118.164 **Acceptée**
 Voir 118.161
- 118.165 **Acceptée**
 Voir 118.161
 Le MDHLP est déjà dans une dynamique de mise en place d'un observatoire national des manifestations publiques.
- 118.166 **Acceptée**
 Voir 118.145 et 118.161
- 118.167 **Acceptée**
- La Guinée est consciente de la faible participation des femmes à des postes de prises de décision.
 - s'engage à prendre des mesures pour corriger cette triste réalité
- 118.168 **Acceptée**
 Voir 118.77
- 118.169 **Acceptée**
 Voir 118.77
- 118.170 **Acceptée**
 Voir 118.64
- 118.171 **Acceptée**
 Voir 118.64
- 118.172 **Acceptée**
 Voir 118.64
- 118.173 **Acceptée**
 Voir 118.77
- 118.174 **Acceptée**

- Voir 118.77
- 118.175 **Acceptée**
Voir 118.39
- 118.176 **Acceptée**
Voir 118.59
- 118.177 **Acceptée**
Voir 118.77
- 118.178 **Acceptée**
Préoccupation majeure
La Guinée s'engage à intensifier ses efforts dans ces domaines.
Besoin de soutien et d'accompagnement.
- 118.179 **Acceptée**
Voir 118.64
- 118.180 **Acceptée**
Voir 118.178
- 118.181 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.182 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.183 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.184 **Acceptée**
Voir 118.75
- 118.185 **Acceptée**
Enjeu sociétal fondamental
La Guinée reconnaît la nécessité de garantir et de consolider le système d'enseignement
primaire gratuit.
Défi majeur pour le gouvernement.
- 118.186 **Acceptée**
Voir 118.185
- 118.187 **Acceptée**
Voir 118.185
- 118.188 **Acceptée**
Voir 118.185
- 118.189 **Acceptée**
Voir 118.185
- 118.190 **Acceptée**

- Voir 118.185
- 118.191 **Acceptée**
Voir 118.185
- 118.192 **Acceptée**
Voir 118.134
- 118.193 **Acceptée**
Le MDHLP a élaboré un plan d'action dans lequel l'introduction de l'enseignement des droits de l'Homme dans le système éducatif au niveau scolaire et universitaire a été inscrite comme priorité du département.
- 118.194 **Acceptée**
Voir 118.193
-